

**RÈGLEMENT DÉPARTEMENTAL
D'AIDE SOCIALE DE PARIS**

**RELATIF
AUX PERSONNES AGÉES
ET AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP**



ANNEXES

SOMMAIRE SYNTHETIQUE



<i>Titre 1. Principes généraux</i>	<u>7</u>
<i>Titre 2. Aides sociales légales à domicile, communes aux Personnes âgées et en situation de handicap</i>	<u>9</u>
<i>Titre 3. Les aides à l'hébergement communes aux personnes âgées et handicapées</i>	<u>14</u>
<i>Titre 4. L'hébergement des personnes âgées en établissement</i>	<u>16</u>
<i>Titre 5. L'allocation personnalisée d'autonomie</i>	<u>20</u>
<i>Titre 6. L'hébergement des personnes handicapées en établissement</i>	<u>23</u>
<i>Titre 7. l'Allocation Compensatrice (en Renouvellement)</i>	<u>24</u>
<i>Titre 8. la Prestation de Compensation du Handicap</i>	<u>25</u>
<i>Titre 9. La charte de télétransmission</i>	<u>29</u>
<i>Titre 10. l'accueil de jour « Alzheimer »</i>	<u>37</u>
<i>Titre 11. La mesure d'accompagnement social personnalisé (MASP) et la mesure d'accompagnement judiciaire (MAJ)</i>	<u>39</u>

SOMMAIRE DETAILLE



Titre 1. Principes généraux	7
Chapitre 1. Conditions de résidence en France	7
• Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale	7
Chapitre 2. Tarifs différenciés au sein des Établissements d'Hébergement pour Âgées Dépendantes (E.H.P.A.D) habilités en totalité à l'Aide Sociale à l'Hébergement	8
Titre 2. Aides sociales légales à domicile, communes aux Personnes âgées et en situation de handicap	9
Chapitre 1. L'Aide à domicile en nature et en espèces	9
1). Nature de l'aide	9
• Liste des services d'aide à domicile habilités au titre de l'aide sociale pour intervenir auprès des personnes âgées et handicapées	9
• Liste des services d'aide à domicile habilités au titre de l'aide sociale pour intervenir auprès des personnes en situation de handicap	9
• Tarif horaire des prestations d'aide à domicile arrêtés par la caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV)	10
2). Conditions d'admission à l'aide sociale	10
• Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale	10
• Liste des pays signataires d'une convention d'aide sociale avec la France permettant à leurs ressortissants de bénéficier des mêmes droits que les Français	10
• Plafond national de ressources pour l'octroi de l'aide à domicile et de l'allocation représentative de service ménagers :	12
Chapitre 2. La prise en charge des frais en foyer-restaurant et des ports de repas à domicile	13
Conditions d'admission à l'aide sociale	13
• Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale	13
• Plafond national de ressources pour l'octroi de l'aide Foyer Restaurant	13
Titre 3. Les aides à l'hébergement communes aux personnes âgées et handicapées	14
Chapitre 1. L'accueil familial	14
1). Conditions d'attribution	14
• Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale	14
2). Hypothèque, frais d'obsèques et recours sur patrimoine	14
• Plafond du montant des frais d'obsèques pouvant être prélevés sur les deniers laissés par le défunt :	14
• Plafond du montant de prise en charge des frais d'obsèques réglés par le département de Paris fixé par le Président du Conseil Départemental (1/24 ^{ème} du plafond annuel de sécurité sociale):	14
Chapitre 2. L'accueil temporaire	14
1). Conditions d'attribution de l'aide	14
• Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale	14

2).	<i>Hypothèque, frais d'obsèques et recours sur patrimoine</i>	14
Titre 4.	<i>L'hébergement des personnes âgées en établissement</i>	16
Chapitre 1.	Conditions d'admission à l'aide sociale	16
•	Conditions de résidence et liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale	16
Chapitre 2.	Modalités d'attribution	16
1).	<i>Participation du bénéficiaire à ses frais de séjour et sommes laissées à sa disposition</i>	16
•	Montant du minimum d'argent de poche légal laissé à disposition du bénéficiaire parisien, en cas d'accueil dans un établissement assurant un hébergement complet	16
•	Montant du minimum d'argent de poche légal laissé à disposition du bénéficiaire parisien, en cas d'accueil en Foyer-logement n'assurant pas un entretien complet	16
2).	<i>Obligation alimentaire</i>	16
Chapitre 3.	Hypothèque, frais d'obsèques et Recours sur patrimoine	19
Les frais d'obsèques		19
•	Plafond du montant des frais d'obsèques pouvant être prélevés sur les deniers laissés par le défunt :	19
•	Plafond du montant de prise en charge des frais d'obsèques réglés par le département de Paris fixé par le Président du Conseil Départemental (1/24 ^{ème} du plafond de sécurité sociale):	19
Titre 5.	<i>L'allocation personnalisée d'autonomie</i>	20
Chapitre 1.	Dispositions communes à l'APA à domicile et à l'APA en établissement	20
•	Conditions de résidence : Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale	20
•	Montant de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie forfaitaire d'une part et en urgence d'autre part correspondant à 50% du montant maximum attribuable	20
Chapitre 2.	L'Allocation Personnalisée d'Autonomie à domicile	20
•	Montant de la Majoration pour Tierce Personne accordée aux invalides du troisième groupe	20
•	Montant maximum de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie par Groupe Iso Ressources (GIR):	20
•	Barèmes légal et extralégal de participation du bénéficiaire d'APA à domicile	21
•	Montant minimum de l'APA à domicile en-deçà duquel l'APA n'est pas versée, c'est-à-dire si l'APA est inférieure à 3 fois le SMIC horaire :	21
Chapitre 3.	L'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissement	22
1).	<i>Nature de l'aide</i>	22
•	Barème légal de participation du bénéficiaire d'APA en établissement :	22
•	Montant mensuel minimum de revenus laissé à la disposition du conjoint, concubin ou PACSé du demandeur d'APA qui reste à domicile :	22
•	Somme minimale mensuelle laissée à la disposition des bénéficiaires de l'APA en établissement accueillis dans un établissement habilité à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale :	22
2).	<i>Modalités financières</i>	22
•	Montant minimum de l'APA à domicile et en établissement, en-deçà duquel l'APA n'est pas versée, c'est-à-dire si l'APA est inférieure à 3 fois le SMIC horaire :	22
Titre 6.	<i>L'hébergement des personnes handicapées en établissement</i>	23
Chapitre 1.	Conditions d'admission à l'aide sociale	23

• Conditions de résidence _____	23
• Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale _____	23
Chapitre 2. Hypothèque, frais d'obsèques et Recours sur patrimoine _____	23
• Les frais d'obsèques _____	23
• Plafond du montant des frais d'obsèques pouvant être prélevés sur les deniers laissés par le défunt : _____	23
• Plafond du montant de prise en charge des frais d'obsèques réglés par le département de Paris fixé par le Président du Conseil Départemental (1/24 ^{ème} du plafond de sécurité sociale): _____	23
Titre 7. l'Allocation Compensatrice (en Renouvellement) _____	24
Chapitre 1. Nature de l'aide _____	24
• Le taux d'Allocation Compensatrice _____	24
• Montant de la Majoration pour Tierce Personne accordée aux invalides du troisième groupe : 1 288.13 € _____	24
Chapitre 2. Conditions d'admission pour le renouvellement de l'allocation compensatrice 24	24
1). Conditions de résidence _____	24
• Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale _____	24
2). Conditions de ressources _____	24
• Plafond annuel d'octroi de l'allocation aux adultes handicapés (AAH), par type de situation familiale, en dessous duquel l'Allocation Compensatrice est accordée à taux plein _____	24
• Plafond annuel d'octroi de l'AAH augmenté du montant annuel de l'AC au taux accordé par la CDAPH en dessous duquel l'AC est accordée à taux réduit, et au-dessus duquel l'AC n'est pas accordée : _____	24
Titre 8. la Prestation de Compensation du Handicap _____	25
Chapitre 1. Dispositions communes à la PCH à domicile et en établissement _____	25
1). Nature de l'aide _____	25
• Tarifs de valorisation pour chaque type d'aidant : Aide humaine _____	25
• Montant des forfaits PCH Parentalité _____	26
• Tarifs de valorisation pour les Aides Techniques _____	26
2). Conditions d'admission _____	26
• Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale _____	26
• Montant de la Majoration pour Tierce Personne accordée aux invalides du troisième groupe _____	27
• Plafonds d'octroi de la PCH _____	27
Chapitre 2. La PCH en établissement _____	28
1). L'aide humaine _____	28
• Montants minimum et maximum journaliers à verser au titre de l'aide humaine au bénéficiaire de la PCH hospitalisé ou accueilli dans un établissement de santé, social ou médico-social _____	28
• Modalités de réduction du versement de la PCH à domicile, en cas d'hospitalisation ou d'hébergement en établissement, lorsqu'une personne était déjà bénéficiaire de la PCH à domicile _____	28
• Modalités de réduction de la PCH octroyée pour les périodes de retour à domicile, lors du retour à l'hôpital ou en établissement _____	28
2). Les surcoûts liés aux transports _____	28

Titre 9. La charte de télétransmission	29
Titre 10. l'accueil de jour « Alzheimer »	37
Chapitre 1. Nature de l'aide	37
• Liste des structures d'accueil de jour Alzheimer conventionnées avec le département de Paris	37
Chapitre 2. Conditions de participation aux frais de fonctionnement des centres parisiens d'accueil de jour	38
• Barème de participation aux frais d'accueil de jour Alzheimer	38
Titre 11. La mesure d'accompagnement social personnalisé (MASP) et la mesure d'accompagnement judiciaire (MAJ)	39
Chapitre 1. Définition de la MASP	39
• Associations auxquelles le département de Paris a délégué la mise en œuvre de la MASP	39

Titre 1. Principes généraux

Chapitre 1. Conditions de résidence en France

- Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale

Décret no 94-294 du 15 avril 1994 fixant la liste des titres exigés des personnes de nationalité étrangère pour l'application de l'article 186 du code de la famille et de l'aide sociale

À noter : En application des dispositions prévues par l'article 14 de la loi n° 2003-1119 du 26 novembre 2003 relative au séjour des étrangers en France, les ressortissants des pays de l'Union Européenne qui souhaitent établir en France leur résidence habituelle ne sont plus tenus de détenir un titre de séjour, sauf dans le cas où ils souhaitent exercer en France une activité économique.

Art. 1er. - La liste des titres et documents attestant la régularité de la résidence en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale visées au 4o et à l'avant-dernier alinéa de l'article 186 du code de la famille et de l'aide sociale est fixée ainsi qu'il suit :

1. Carte de résident;
2. Carte de résident privilégié;
3. Carte de séjour temporaire;
4. Certificat de résidence de ressortissant algérien;
5. Récépissé de demande de renouvellement de l'un des titres ci-dessus;
6. Récépissé de première demande de carte de séjour d'une durée de validité supérieure à trois mois;
7. Autorisation provisoire de séjour d'une durée de validité égale ou supérieure à trois mois;
8. Récépissé de demande de titre de séjour portant la mention << reconnu réfugié >> d'une durée de validité de six mois renouvelable;
9. Récépissé de demande de titre de séjour portant la mention << étranger admis au titre de l'asile >> d'une durée de validité de six mois renouvelable;
10. Récépissé de demande d'asile intitulé << récépissé constatant le dépôt d'une demande de statut de réfugié >> d'une durée de validité de trois mois renouvelable;
11. Carte d'identité d'Andorran délivrée par le préfet du département des Pyrénées-Orientales;
12. Passeport monégasque revêtu d'une mention du consul général de France à Monaco valant autorisation de séjour;

Chapitre 2. Tarifs différenciés au sein des Établissements d'Hébergement pour Âgées Dépendantes (E.H.P.A.D) habilités en totalité à l'Aide Sociale à l'Hébergement

A compter du 1^{er} janvier 2025, après en avoir informé la Ville de Paris, les EHPAD habilités totalement ou majoritairement au titre de l'aide sociale disposent d'un droit d'option pour mettre en place « un tarif différencié » afférent à l'hébergement pour les nouveaux résidents ne relevant pas de l'Aide Sociale.

En application de l'article D. 342-6 du CASF, l'écart pour 2025 fixé par le décret du 31 décembre 2024, entre le tarif pour les résidents relevant de l'Aide Sociale et le tarif pour les résidents ne relevant pas de l'Aide Sociale, ne peut pas excéder : 35,00%.

Le plafonnement du taux d'indexation maximum à Paris pour 2025 est de 20,00% afin de maintenir sur le territoire parisien une offre d'hébergement accessible, règlementée et en adéquation avec les autres taux d'indexation franciliens.

Titre 2. Aides sociales légales à domicile, communes aux Personnes âgées et en situation de handicap

Chapitre 1. L'Aide à domicile en nature et en espèces

1). Nature de l'aide

- Liste des services d'aide à domicile habilités au titre de l'aide sociale pour intervenir auprès des personnes âgées et handicapées

Raison sociale_gestionnaire	N° tél de l'agence	Adresse agence	Code postal
Fondation Maison des Champs	01 48 03 86 10	55 rue de Belleville	75019
ABRAPA	01 43 06 22 60	10 BIS rue Amélie	75007
Adiam	01 42 80 34 73	42, rue Le Peletier	75009
Fondation Léopold Bellan	01 47 97 10 00 01 43 15 24 10 01 43 15 24 30	29, rue Planchat	75020
AMSAV	01 42 52 57 57	136, rue Championnet	75018
Association des Paralysés de France	01 48 53 54 51	124, avenue d'Alfortville - Choisy-le-roy	94600
APSSAD (ex-UNA Paris 12)	01 73 54 01 40	224, rue du Faubourg Saint-Antoine	75012
ASAD	01 53 26 25 00	132, rue du Faubourg Saint-Denis	75010
Entr'aide	01 45 31 51 49	40, rue Dantzig	75015
FOSAD	01 44 41 70 70	35/37, rue Pierre Nicole	75005
La Vie à Domicile	01 53 70 41 95	3, rue de la Faisanderie	75016
Les Amis	01 44 85 29 00	111, rue Cardinet	75017
Notre Village	01 53 58 33 50	13, rue Bargue	75015
CASVP (toutes structures)	01 44 67 16 40	5, Boulevard Diderot	75012
VYV 3 ILE DE FRANCE	01.53.90.63.00 (standard)	35 bis rue Saint-Sabin	75011

- Liste des services d'aide à domicile habilités au titre de l'aide sociale pour intervenir auprès des personnes en situation de handicap

Nom du service prestataire	Adresse	Téléphone
APF	17, boulevard Auguste Blanqui 75013 Paris	01 53 80 92 81
GIHP	32, rue de Paradis 75010 Paris	01 45 23 83 61

- Tarif horaire des prestations d'aide à domicile arrêtés par la caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV)
Au 1^{er} janvier 2024 (dernière actualisation) : 26.30 €

2). Conditions d'admission à l'aide sociale

- Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale

(Cf Titre 1 : Principes généraux Chapitre 1 : Conditions de résidence en France)

- Liste des pays signataires d'une convention d'aide sociale avec la France permettant à leurs ressortissants de bénéficier des mêmes droits que les Français

Sous réserve que ces personnes de nationalité étrangère soient en séjour régulier en France

PAYS SIGNATAIRE	NOM DE LA CONVENTION ET DATE DE SIGNATURE	DATE DE MISE EN OEUVRE
Algérie	Accords d'Évian, 19 mars 1962	A la date de déclaration de l'indépendance de l'Algérie, le 5 juillet 1962
République Centrafricaine	Convention d'Établissement entre la France et la République Centrafricaine, 13 août 1960	23 novembre 1960
18 Etats membres du Conseil de l'Europe qui ont ratifié la Convention européenne d'assistance sociale et médicale (cf détail joint) - Allemagne - Belgique - Danemark - Espagne - Estonie - France - Grèce - Irlande - Islande - Italie - Luxembourg - Malte - Norvège - Pays-Bas - Portugal - Royaume-Uni - Suède - Turquie	Convention européenne d'assistance sociale et médicale, 11 décembre 1953	1 ^{er} juillet 1954

Gabon	Convention d'Établissement entre la République française et la République gabonaise, Libreville, le 17/08/1960	23 novembre 1960
PAYS SIGNATAIRE	NOM DE LA CONVENTION ET DATE DE SIGNATURE	DATE DE MISE EN OEUVRE
Pologne	Convention bilatérale relative à l'assistance et la prévoyance sociale conclue entre la France et la Pologne, Varsovie, 14/10/120	23 janvier 1923
Sénégal	Convention d'Établissement entre la France et le Sénégal, Paris, le 29 mars 1974	1 ^{er} septembre 1976
Suisse	Convention d'Établissement entre la France et la Suisse. Paris, le 29 septembre 1931	1 ^{er} novembre 1933
Togo	Convention d'Établissement entre la France et le Togo, Paris le 10 juillet 1963	Le 8 juin 1964

Convention européenne d'assistance sociale et médicale
STCE no. : 014

Traité ouvert à la signature des États membres et à l'adhésion des États non membres

Ouverture à la signature : Entrée en vigueur

Lieu : Paris Conditions : 2 Ratifications.

Date : 11/12/1953 Date : 1/7/1954

Situation au 9/8/2007

États membres du Conseil de l'Europe

Renvois : a.: Adhésion - s.: Signature sans réserve de ratification - su.: Succession - r.: signature "ad referendum".

R.: Réserves - D.: Déclarations - A.: Autorités - T.: Application territoriale - C.: Communication - O.: Objection

Etats	Signature	Ratification	Entrée en vigueur	Renv.	R.	D.	A.	T.	C.	O.
Albanie										
Allemagne	11/12/1953	24/8/1956	1/9/1956		X	X				
Andorre										
Arménie										
Autriche										
Azerbaïdjan										
Belgique	11/12/1953	24/7/1956	1/8/1956		X	X				
Bosnie-Herzégovine										
Bulgarie										
Chypre										
Croatie										
Danemark	11/12/1953	30/6/1954	1/7/1954			X				
Espagne	9/2/1981	21/11/1983	1/12/1983			X				

Estonie	11/12/1999	20/7/2004	1/8/2004			X								
Finlande														
France	11/12/1953	30/10/1957	1/11/1957			X								
Géorgie														
Etats	Signature	Ratification	Entrée vigueur	en	Renv.	R.	D.	A.	T.	C.	O.			
Grèce	11/12/1953	23/6/1960	1/7/1960			X								
Hongrie														
Irlande	11/12/1953	31/3/1954	1/7/1954			X								
Islande	11/12/1953	4/12/1964	1/1/1965			X								
Italie	11/12/1953	1/7/1958	1/8/1958			X								
Lettonie														
l'ex-République yougoslave de Macédoine														
Liechtenstein														
Lituanie														
Luxembourg	11/12/1953	18/11/1958	1/12/1958			X	X							
Malte	7/5/1968	6/5/1969	1/6/1969				X							
Moldova														
Monaco														
Monténégro														
Norvège	11/12/1953	9/9/1954	1/10/1954			X	X							
Pays-Bas	11/12/1953	20/7/1955	1/8/1955				X							
Pologne														
Portugal	27/4/1977	4/7/1978	1/8/1978				X							
République tchèque														
Roumanie														
Royaume-Uni	11/12/1953	7/9/1954	1/10/1954			X	X							
Russie														
Saint-Marin														
Serbie														
Slovaquie														
Slovénie														
Suède	11/12/1953	2/9/1955	1/10/1955				X							
Suisse														
Turquie	11/12/1953	2/12/1976	1/1/1977			X	X							
Ukraine														

Source : Bureau des Traités sur <http://conventions.coe.int>

- Plafond national de ressources pour l'octroi de l'aide à domicile et de l'allocation représentative de service ménagers :

= Plafond pour l'octroi de l'allocation de solidarité aux personnes âgées

Au 1^{er} janvier 2025

Personne seule : **12 411,36 €** par an, soit **1 034,28 €** par mois.
Couple : **19 268,76 €** par an, soit **1 605,73 €** par mois

Chapitre 2. La prise en charge des frais en foyer-restaurant et des ports de repas à domicile

Conditions d'admission à l'aide sociale

- Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale

(Cf Titre 1 : Principes généraux Chapitre 1 : Conditions de résidence en France)

- Plafond national de ressources pour l'octroi de l'aide Foyer Restaurant
= Plafond pour l'octroi de l'allocation de solidarité aux personnes âgées

Au 1^{er} janvier 2025

Personne seule : 12 411,36 € par an, soit 1 034,28 € par mois.

Couple : 19 268,76 € par an, soit 1 605,73 € par mois

Montant de la participation pris en charge par la Ville de Paris au titre de l'aide sociale

Au 1^{er} janvier 2025 :

	Participation dans le cadre de <u>Repas servis ou emportés</u> dans les Restaurants Émeraude	Participation dans le cadre de <u>Port de repas à domicile</u>
Petit Déjeuner	1,55 €	0,44 €
Déjeuner	17,58 €	6,45 €
Dîner	14,75 €	5,40 €

Titre 3. Les aides à l'hébergement communes aux personnes âgées et handicapées

Chapitre 1. L'accueil familial

1). Conditions d'attribution

- Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale

(Cf Titre 1 : Principes généraux Chapitre 1 : Conditions de résidence en France)

2). Hypothèque, frais d'obsèques et recours sur patrimoine

- Plafond du montant des frais d'obsèques pouvant être prélevés sur les deniers laissés par le défunt :
5 000 €
- Plafond du montant de prise en charge des frais d'obsèques réglés par le département de Paris fixé par le Président du Conseil Départemental (1/24^{ème} du plafond annuel de sécurité sociale):
1 714 €

Chapitre 2. L'accueil temporaire

1). Conditions d'attribution de l'aide

- Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale

(Cf Titre 1 : Principes généraux Chapitre 1 : Conditions de résidence en France)

2). Hypothèque, frais d'obsèques et recours sur patrimoine

Plafond du montant de prise en charge des frais d'obsèques réglés par le département de Paris fixé par le Président du Conseil Départemental (1/24^{ème} du plafond annuel de sécurité sociale):
1 714 €

Evaluation des charges et détermination de la participation des bénéficiaires de l'aide sociale hébergés dans un établissement habilité ASL pour l'HT

Tranches de Revenus Barème C.N.A.V. 2025	Forfait Loyer Assurance	Impôts *	Repas	MATI **	Divers ***	Aide-ménag.	Dépenses Necessaires	Solde Disponible	Montant Prélevé		Taux d'effort ****	
									Mensuel	Journalier		
1,00	1034,28	422,00	0,00	0,00	150,00	130,10	0,00	702,10	0,00	0,00	0,00	0,00%
1034,29	1140,00	422,00	0,00	0,00	150,00	130,10	0,00	702,10	332,19	298,97	9,80	28,91%
1140,01	1254,00	422,00	0,00	0,00	150,00	130,10	0,00	702,10	437,91	394,12	12,92	34,57%
1254,01	1427,00	422,00	0,00	0,00	150,00	130,10	0,00	702,10	551,91	496,72	16,29	39,61%
1427,01	1597,00	422,00	0,00	0,00	150,00	130,10	0,00	702,10	724,91	652,42	21,39	45,72%
1597,01	1940,00	422,00	0,00	0,00	150,00	130,10	0,00	702,10	894,91	805,42	26,41	50,43%
1940,01	2281,00	422,00	5,67	0,00	150,00	130,10	0,00	707,77	1232,24	1109,02	36,36	57,17%
2281,01	2431,00	422,00	27,25	0,00	150,00	130,10	0,00	729,35	1551,66	1396,49	45,79	61,22%
2431,01	2581,00	422,00	48,75	0,00	150,00	130,10	0,00	750,85	1680,16	1512,14	49,58	62,20%
2581,01	2731,00	422,00	89,00	0,00	150,00	130,10	0,00	791,10	1789,91	1610,92	52,82	62,41%
2731,01	2881,00	422,00	110,67	0,00	150,00	130,10	0,00	812,77	1918,24	1726,42	56,60	63,22%
2881,01	3031,00	422,00	157,08	0,00	150,00	130,10	0,00	859,18	2021,83	1819,64	59,66	63,16%
3031,01	3181,00	422,00	200,25	0,00	150,00	130,10	0,00	902,35	2128,66	1915,79	62,81	63,21%
3181,01	3331,00	422,00	240,75	0,00	150,00	130,10	0,00	942,85	2238,16	2014,34	66,04	63,32%
3331,01	3481,00	422,00	281,25	0,00	150,00	130,10	0,00	983,35	2347,66	2112,89	69,28	63,43%
3481,01	3631,00	422,00	321,75	0,00	150,00	130,10	0,00	1023,85	2457,16	2211,44	72,51	63,53%
3631,01	3781,00	422,00	365,67	0,00	150,00	130,10	0,00	1067,77	2563,24	2306,92	75,64	63,53%
3781,01	3931,00	422,00	410,67	0,00	150,00	130,10	0,00	1112,77	2668,24	2401,42	78,74	63,51%

* Les impôts IRPP sont calculés à partir du montant le plus élevé de la tranche de ressources sur la base de 1,5 parts , personne seule veuve avec enfant majeur . simulation 1,5 parts sur le site des impôts (case L simulateur 2025)

** matériel pour incontinence (1/2 du forfait maximal APA dom)

*** Les " divers " correspondent à la somme forfaitaire laissée à la disposition de l'intéressé en vertu du RDAS (Titre 4, chapitre 11, section 3, article 8)

**** le taux d'effort des tranches supérieures est fonction de la progressivité de l'IRPP

Etablissements parisiens spécialisés HT

HT APPART RCE LES CANTATES CASVP PARIS 13	Index SALSA 7560
HT RCE GAUTIER WENDELEN PARIS 19	Index SALSA 12291
EHPA PUV HT APPART RELAIS LA GARONNE PARIS 19	Index SALSA 12433

Titre 4. L'hébergement des personnes âgées en établissement

Chapitre 1. Conditions d'admission à l'aide sociale

- Conditions de résidence et liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale

(Cf Titre 1 : Principes généraux Chapitre 1 : Conditions de résidence en France)

Chapitre 2. Modalités d'attribution

1). Participation du bénéficiaire à ses frais de séjour et sommes laissées à sa disposition

- Montant du minimum d'argent de poche légal laissé à disposition du bénéficiaire parisien, en cas d'accueil dans un établissement assurant un hébergement complet

Au 1^{er} janvier 2025 :

130,10 € par mois (= 1% du montant annuel de l'allocation de solidarité aux personnes âgées *arrondi à l'euro le plus proche*, soit **124 €**, augmenté de **6,10 €** d'argent de poche extra-légal)

- Montant du minimum d'argent de poche légal laissé à disposition du bénéficiaire parisien, en cas d'accueil en Foyer-logement n'assurant pas un entretien complet

Au 1^{er} janvier 2025 :

Pour une Personne seule :

⇒ montant de l'allocation de solidarité aux personnes âgées: **12 411,36 €** par an, augmenté de l'argent de poche extra-légal de 6,10 € par mois, soit **12 417,46 €** par an

Pour un Couple :

⇒ montant de l'allocation de solidarité aux personnes âgées: **19 268,76 €** par an, augmenté de l'argent de poche extra-légal pour chaque bénéficiaire de 6,10 € par mois, soit **19 274,86€** par an.

2). Obligation alimentaire

Pour l'obligation alimentaire :

Calcul des ressources nettes :

Charges forfaitaires déduites en fonction de la composition de la famille calculées sur la base du minimum garanti au 1^{er} janvier 2025 : **4.22 €**

COUPLE

- ♦ Conjoint : $200 \times 4.22 \text{ €} = 844 \text{ €}$
- ♦ Personne à charge : $100 \times 4.22 \text{ €} = 422 \text{ €}$

PERSONNE SEULE

- ♦ Déduction pour une personne seule (*déduction forfaitaire charges de logement*)
 $100 \times 4.22 \text{ €} = 422 \text{ €}$

PERSONNE SEULE AVEC FAMILLE A CHARGE

- ♦ Chef de famille seul = **422 €**
- ♦ Par personne à charge = **422 €**

Ressources nettes = Ressources brutes - (Charges forfaitaires + Charges réelles liées au paiement d'éventuelles pensions alimentaires).

CALCUL DE LA CAPACITE CONTRIBUTIVE DES DEBITEURS D'ALIMENTS

- Les ressources nettes mensuelles du foyer calculées comme ci-dessus sont prises en considération au-delà d'un seuil constitué par 350 fois le minimum garanti, soit au 1^{er} janvier 2025 : $4.22 \text{ €} \times 350 = \mathbf{1\ 477 \text{ €}}$
- Le taux appliqué est de 5 % pour la tranche de **1 477 € à 1 629.45 €**. Il progresse de 0,5 % par tranche de 152,45 €. (*Voir ci-après*).
- La participation du conjoint est équivalente à celle des enfants, obligés alimentaires.

Tranche de ressources nettes mensuelles		Participation moyenne mensuelle	Pourcentage
1 477,00	1 629,45	77,66	5,0%
1 629,60	1 782,05	93,82	5,5%
1 782,20	1 934,65	111,51	6,0%
1 934,80	2 087,25	130,72	6,5%
2 087,40	2 239,85	151,45	7,0%
2 240,00	2 392,45	173,72	7,5%
2 392,60	2 545,05	197,51	8,0%
2 545,20	2 697,65	222,82	8,5%
2 697,80	2 850,25	249,66	9,0%
2 850,40	3 002,85	278,03	9,5%
3 003,00	3 155,45	307,92	10,0%
3 155,60	3 308,05	339,34	10,5%
3 308,20	3 460,65	372,29	11,0%
3 460,80	3 613,25	406,76	11,5%
3 613,40	3 765,85	442,76	12,0%
3 766,00	3 918,45	480,28	12,5%
3 918,60	4 071,05	519,33	13,0%
4 071,20	4 223,65	559,90	13,5%
4 223,80	4 376,25	602,00	14,0%
4 376,40	4 528,85	645,63	14,5%
4 529,00	4 681,45	690,78	15,0%
4 681,60	4 834,05	737,46	15,5%
4 834,20	4 986,65	785,67	16,0%
4 986,80	5 139,25	835,40	16,5%
5 139,40	5 291,85	886,66	17,0%
5 292,00	5 444,45	939,44	17,5%
5 444,60	5 597,05	993,75	18,0%
5 597,20	5 749,65	1 049,58	18,5%

Tranche de ressources nettes mensuelles		Participation moyenne mensuelle	Pourcentage
5 749,80	5 902,25	1 106,94	19,0%
5 902,40	6 054,85	1 165,83	19,5%
6 055,00	6 207,45	1 226,25	20,0%
6 207,60	6 360,05	1 288,18	20,5%
6 360,20	6 512,65	1 351,65	21,0%
6 512,80	6 665,25	1 416,64	21,5%
6 665,40	6 817,85	1 483,16	22,0%
6 818,00	6 970,45	1 551,20	22,5%
6 970,60	7 123,05	1 620,77	23,0%
7 123,20	7 275,65	1 691,86	23,5%
7 275,80	7 428,25	1 764,49	24,0%
7 428,40	7 580,85	1 838,63	24,5%
7 581,00	7 733,45	1 914,31	25,0%
7 733,60	7 886,05	1 991,51	25,5%
7 886,20	8 038,65	2 070,23	26,0%
8 038,80	8 191,25	2 150,48	26,5%
8 191,40	8 343,85	2 232,26	27,0%
8 344,00	8 496,45	2 315,56	27,5%
8 496,60	8 649,05	2 400,39	28,0%
8 649,20	8 801,65	2 486,75	28,5%
8 801,80	8 954,25	2 574,63	29,0%
8 954,40	9 106,85	2 664,03	29,5%
9 107,00	9 259,45	2 754,97	30,0%
9 259,60	9 412,05	2 847,43	30,5%
9 412,20	9 564,65	2 941,41	31,0%
9 564,80	9 717,25	3 036,92	31,5%
9 717,40	9 869,85	3 133,96	32,0%
9 870,00	10 022,45	3 232,52	32,5%
10 022,60	10 175,05	3 332,61	33,0%
10 175,20	10 327,65	3 434,23	33,5%
10 327,80	10 480,25	3 537,37	34,0%
10 480,40	10 632,85	3 642,04	34,5%
10 633,00	10 785,45	3 748,23	35,0%
10 785,60	10 938,05	3 855,95	35,5%
10 938,20	11 090,65	3 965,19	36,0%

Augmentation du taux d'effort, selon la même progressivité, par tranche de ressources nettes de 152,45 €, au-delà de 11 090.65 €.

Chapitre 3. Hypothèque, frais d'obsèques et Recours sur patrimoine

Les frais d'obsèques

- Plafond du montant des frais d'obsèques pouvant être prélevés sur les deniers laissés par le défunt :

5 000 €

- Plafond du montant de prise en charge des frais d'obsèques réglés par le département de Paris fixé par le Président du Conseil Départemental (1/24^{ème} du plafond de sécurité sociale):

1 714 €

Titre 5. L'allocation personnalisée d'autonomie

Chapitre 1. Dispositions communes à l'APA à domicile et à l'APA en établissement

- Conditions de résidence : Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale

(Cf Titre 1 : Principes généraux Chapitre 1 : Conditions de résidence en France)

- Montant de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie forfaitaire d'une part et en urgence d'autre part correspondant à 50% du montant maximum attribuable
Au 1^{er} janvier 2025 : 1 007,78€ €

Modalités de proratisation en cas de récupération suite à un décès ou, changement APA D vers APA E :

- Les prestations liées à l'hygiène et à la dignité de la personne ne sont pas récupérées (MATI, pédicurie et coiffure) ;
- La proratisation des autres aides se fait sur la base de 30 jours

Chapitre 2. L'Allocation Personnalisée d'Autonomie à domicile

- Montant de la Majoration pour Tierce Personne accordée aux invalides du troisième groupe
Au 1^{er} avril 2025 : 1 288.13 € par mois soit 15 457.56 € par an

- Montant maximum de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie par Groupe Iso Ressources (GIR):
Au 1^{er} janvier 2025

GIR 1	GIR 2	GIR 3	GIR 4
2045.56€	1654,18€	1195,67€	797,96€

- Barèmes légal et extralégal de participation du bénéficiaire d'APA à domicile
Avril 2025

(MTP = Majoration pour Tierce Personne)

	Barème légal	Barème extra-légal parisien	Barème extra-légal parisien	Barème légal	Barème légal
Revenu de référence	< 0,725 MTP soit < 933.89 €	Compris entre 0,725 MTP et 0,92 MTP soit compris entre 933.89 € et 1 185.08 €	Compris entre 0,92 MTP et 1,15 MTP soit compris entre 1 185.08€ et 1 481.35 €	Compris entre 1,15 MTP et 2,67 MTP soit compris entre 1 481.35€ et 3 439.31 €	> 2,67 MTP soit > 3 439.31 €
Participation	Exonération de toute participation	Exonération de toute participation à Paris	Participation proportionnelle aux revenus du bénéficiaire et dégressive en fonction de l'importance de son plan d'aide, minorée à Paris par rapport au barème national	Participation proportionnelle aux revenus du bénéficiaire et dégressive en fonction de l'importance de son plan d'aide, et jusqu'à 90% du montant du plan d'aide	Participation équivalant à 90% du montant du plan d'aide

- Montant minimum de l'APA à domicile en-deçà duquel l'APA n'est pas versée, c'est-à-dire si l'APA est inférieure à 3 fois le SMIC horaire :

Au 1^{er} mai 2024 : 36 €

Forfait Répit 583.52€

Forfait hospitalisation : 1 159.32€

Chapitre 3. [l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissement](#)

1). Nature de l'aide

- Barème légal de participation du bénéficiaire d'APA en établissement :
Avril 2025
(MTP = Majoration pour Tierce Personne)

Revenus	< 2,21 fois la MTP, soit < 2 846.77 €	compris entre 2,21 et 3,40 fois le montant de la MTP, soit compris entre 2 846.77 € et 4 379.64 €	> 3,4 fois la MTP, soit > 4 379.64 €
Participation	participation équivalant au tarif GIR5/GIR6 de l'établissement dans lequel la personne âgée est placée	participation proportionnelle aux revenus du demandeur et au tarif dépendance du groupe iso-ressources dans lequel il est classé	participation équivalant approximativement à 80% du tarif dépendance.

- Montant mensuel minimum de revenus laissé à la disposition du conjoint, concubin ou PACSé du demandeur d'APA qui reste à domicile :
Au 1^{er} janvier 2025 : 1 034.28€
- Somme minimale mensuelle laissée à la disposition des bénéficiaires de l'APA en établissement accueillis dans un établissement habilité à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale :

Au 1^{er} janvier 2025 : 130.10 €

2). Modalités financières

- Montant minimum de l'APA à domicile et en établissement, en-deçà duquel l'APA n'est pas versée, c'est-à-dire si l'APA est inférieure à 3 fois le SMIC horaire :

Au 1^{er} mai 2024 : 36 €

Titre 6. L'hébergement des personnes handicapées en établissement

Chapitre 1. Conditions d'admission à l'aide sociale

- Conditions de résidence
- Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale

(Cf Titre 1 : Principes généraux Chapitre 1 : Conditions de résidence en France)

Chapitre 2. Hypothèque, frais d'obsèques et Recours sur patrimoine

- Les frais d'obsèques
- Plafond du montant des frais d'obsèques pouvant être prélevés sur les deniers laissés par le défunt :
5 000 €
- Plafond du montant de prise en charge des frais d'obsèques réglés par le département de Paris fixé par le Président du Conseil Départemental (1/24^{ème} du plafond de sécurité sociale):
1 714 €

Titre 7. l'Allocation Compensatrice (en Renouvellement)

Chapitre 1. Nature de l'aide

- Le taux d'Allocation Compensatrice

Avril 2025

- Montant de la Majoration pour Tierce Personne accordée aux invalides du troisième groupe :
1 288.13 €

Chapitre 2. Conditions d'admission pour le renouvellement de l'allocation compensatrice

1). Conditions de résidence

- Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale

(Cf Titre 1 : Principes généraux Chapitre 1 : Conditions de résidence en France)

2). Conditions de ressources

- Plafond annuel d'octroi de l'allocation aux adultes handicapés (AAH), par type de situation familiale, en dessous duquel l'Allocation Compensatrice est accordée à taux plein

Avril 2025 :

	Personne seule	Couple	Couple + 1 enfant à charge	Couple + 2 enfants à charge
Plafond de ressources annuelles	12 193 €	22 069€	28 165 €	34 261€

- Plafond annuel d'octroi de l'AAH augmenté du montant annuel de l'AC au taux accordé par la CDAPH en dessous duquel l'AC est accordée à taux réduit, et au-dessus duquel l'AC n'est pas accordée :

Au 01/04/2025 :

Taux d'AC	40% (de la MTP)	50%	60%	70%	80%
Plafond	Personne seule				
	18 376.02	19 921.78	21 467.54	23 013.29	24 559.05
Plafond	Couple				
	28 252.02	29 797.78	31 343.54	32 889.29	34 435.05

40% de la MTP x 12 + plafond AAH personne seule

40% de la MTP x 12 + plafond AAH couple

Titre 8. la Prestation de Compensation du Handicap

Chapitre 1. Dispositions communes à la PCH à domicile et en établissement

1). Nature de l'aide

- Tarifs de valorisation pour chaque type d'aidant : Aide humaine
Actualisation : Avril 2025

Aide Humaine	Modalités de calcul et références	Tarif Horaire de Valorisation (en €)	Montant maximum mensuel (en €)	Durée d'Attribution maximale
Emploi direct (gré à gré)	140% du salaire horaire brut d'un(e) assistant(e) de vie C, au sens de la convention collective nationale des salariés du particulier employeur du 24 novembre 1999	19.34		
Emploi direct (gré à gré) - si réalisation de gestes liés à des soins ou aspirations endo-trachéales	140% du salaire horaire brut d'un(e) assistant(e) de vie D, au sens de la convention collective nationale des salariés du particulier employeur du 24 novembre 1999	20.10		
Service Mandataire	Majoration de 10% du tarif emploi direct	21.27		
Service Mandataire - si réalisation de gestes liés à des soins...	Majoration de 10% du tarif emploi direct	22.11		
Service Prestataire (1 ^{er} janvier 2025)	Tarif arrêté par le Président du Conseil de Paris pour l'intervention des services d'aide à domicile dans le cadre de la PCH	24,58		
Aidant familial (simple)	50% du SMIC horaire net	4.78		
Aidant familial (ayant renoncé ou cessé son activité professionnelle)	75% du SMIC horaire net	7.16		
Montant maximum du dédommagement mensuel de chaque aidant familial	85% du SMIC mensuel net sur la base de 35 heures par semaine		1 231.15	
Montant maximum du dédommagement mensuel de l'aidant familial ayant renoncé ou cessé son activité professionnelle pour s'occuper de la personne handicapée, dont l'état nécessite une aide totale pour la plupart des actes essentiels et une présence constante ou quasi constante	85% du SMIC mensuel net sur la base de 35 heures par semaine, majoré de 20%		1 477.38	
Aide Humaine	Modalités de calcul et références		Montant maximum	

		mensuel (en €)
Forfait Cécité	50 heures par mois, sur la base du tarif de recours à un salarié de gré à gré	813.15
Forfait Surdité	30 heures par mois, sur la base du tarif de recours à un salarié de gré à gré	487.89

Modalit� de calcul : 30, 50 ou 80 heures sur la base du tarif mentionné dans le tableau précédent.	Vision centrale après correction, par rapport à la vision normale		OU	Champ visuel	
	supérieure ou égale à 1/10�me et inférieure à 3/10�me	supérieure ou égale à 1/20�me et inférieure à 1/10�me		inférieure à 1/20�me	
	Supérieur ou égal à 20� et inférieur à 40�	Supérieur ou égal à 10� et inférieur à 20�			inférieur à 10�
	Perte auditive moyenne sans appareillage	Supérieure à 41 dB et inférieure ou égale à 56 dB	487,89 à	487,89 à	813,15 à
	Supérieure à 56 dB et inférieure ou égale à 70 dB	487,89 à	813,15 à	1 301,04 à	
	Supérieure à 70 dB	813,15 à	1 301,04 à	1 301,04 à	

- Montant des forfaits PCH Parentalité

Dispositions	Aides humaines			Aides techniques	
Versement	Mensuel			Ponctuel	
Montants	Monoparentalit�	Enfant de moins de 3 ans	Enfant de 3 à 7 ans	Pour chacun des enfants	
	Non	900 �/ mois	450 �/mois	Date de versement	Montant
	Oui	1 350 à/mois	675 �/mois	Naissance	1 400 à
				3�me anniversaire de l'enfant	1 200 à
				6�me anniversaire de l'enfant	1 000 à

- Tarifs de valorisation pour les Aides Techniques

Elément de la PCH		Montant maximum attribuable	Durée maximale d'attribution	Tarif
2�me élément Aides techniques	Règle générale	13 200 à	10 ans	Selon les aides techniques : tarif détaillé ou 75% du prix ⁽¹⁾
	Si une aide technique (AT) et, le cas échéant, ses accessoires, ont un tarif PCH à au moins 3 000 à	13 200 à + montant du tarif PCH de l'AT et de ses accessoires, après déduction du tarif LPP		
3�me élément Aménagement du logement, du véhicule et surcoûts liés aux transports	Aménagement du logement	10 000 à	10 ans	Tranche de 0 à 1 500 à : 100 % du coût
	Aménagement du véhicule Surcoûts liés aux transports	10 000 à ou 24 000 à sous conditions ⁽²⁾	10 ans	Tranche > 1 500 à : 50% du coût ⁽¹⁾
				Véhicule : tranche 0 à 1 500 à : 100% du coût Véhicule : tranche > 1 500 à : 75 % du coût ⁽¹⁾ Transport : 75% ou 0,5 à/km ⁽¹⁾
4�me élément Charges spécifiques et exceptionnelles	Charges spécifiques	100 à/mois	10 ans	Selon les produits : tarif détaillé ou 75% du coût ⁽¹⁾
	Charges exceptionnelles	6 000 à	10 ans	75% du prix ⁽¹⁾
5�me élément Aide animalit�re	Règle générale	6 000 à	10 ans	Si versement mensuel : 50 à/mois

1) Dans la limite du montant maximal attribuable.

(2) Pour les trajets entre domicile et lieu de travail ou domicile et établissement médico-social : soit en cas de transport par un tiers, soit déplacement aller/retour > 50 km.

2). Conditions d'admission

- Liste des titres et documents attestant de la régularité de séjour en France des personnes de nationalité étrangère pour l'attribution des formes d'aide sociale

(Cf Titre 1 : Principes généraux Chapitre 1 : Conditions de résidence en France)

- Montant de la Majoration pour Tierce Personne accordée aux invalides du troisième groupe
Avril 2025 : 1 288,13 €

- Plafonds d'octroi de la PCH
Avril 2025

Plafond mensuel	Taux de prise en charge
Ressources INFERIEURES ou égales à 2 fois le montant annuel de la MTP, soit 2 576,26€ par mois	100%
Ressources strictement SUPERIEURES à 2 fois le montant annuel de la MTP, soit 2 576.26 € par mois	80%

Chapitre 2. La PCH en établissement

1). L'aide humaine

- Montants minimum et maximum journaliers à verser au titre de l'aide humaine au bénéficiaire de la PCH hospitalisé ou accueilli dans un établissement de santé, social ou médico-social
- Modalités de réduction du versement de la PCH à domicile, en cas d'hospitalisation ou d'hébergement en établissement, lorsqu'une personne était déjà bénéficiaire de la PCH à domicile

(Actualisation au 1^{er} mai 2024)

	Montant (en €)	Modalités de calcul et références	Montant SMIC brut pris comme référence (en €)
Montant minimum mensuel réduit	57	4,75 fois le montant du SMIC horaire brut	12
Montant maximum mensuel réduit	114	9,5 fois le montant du SMIC horaire brut	12

- Modalités de réduction de la PCH octroyée pour les périodes de retour à domicile, lors du retour à l'hôpital ou en établissement
Lors des interruptions d'hospitalisation ou d'hébergement (retour à domicile), le montant journalier de la PCH est fixé par la CDAPH.
Ce montant est réduit à 10% au moment du retour à l'hôpital ou en établissement

	Montant (en €)	Modalités de calcul et références	Montant SMIC brut pris comme référence (en €)
Montant minimum journalier réduit	1.92	0,16 fois le montant du SMIC horaire brut	12
Montant maximum journalier réduit	3.84	0,32 fois le montant du SMIC horaire brut	12

2). Les surcoûts liés aux transports

Montant maximum attribuable pour les surcoûts liés aux frais de transports pour toute période de 10 ans, lorsque la personne handicapée hébergée ou hospitalisée a recours à un transport assuré par un tiers, ou qu'elle est dans l'obligation d'effectuer un déplacement aller et retour supérieur à cinquante kilomètres

	Montant (en €)
Montant maximum attribuable en 10 ans	12 000
Trajets en voiture particulière	0,50 € par kilomètre, dans la limite montant maximum attribuable
Trajets avec autres moyens de transport	75% des surcoûts dans la limite montant maximum attribuable

Titre 9. La charte de télétransmission

PREAMBULE

Dans le cadre de la modernisation de l'aide à domicile aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap, la Ville de Paris a fait évoluer ces dernières années les modes de paiement des aides aux bénéficiaires. Elle a d'abord mis en place le chèque emploi service universel pré-financé puis la facturation directe des aides à un service autonomie à domicile.

Celle-ci s'effectue par télétransmission des données horaires, sous certaines conditions.

La Ville de Paris souhaite généraliser la télégestion à l'ensemble des Services Autonomie à Domicile au 31 décembre 2025.

Le présent document a pour objet de préciser les modalités de fonctionnement de la télétransmission mise en place par la Ville pour les services autonomie à domicile.

Le marché de gestion de la télétransmission

La Ville de Paris délègue à un opérateur privé la gestion du dispositif de télétransmission. Cet opérateur est désigné à l'issue d'un marché public, pour une durée de 4 ans, pour mettre à disposition une plateforme de télétransmission et permettre la facturation des interventions d'après les horodatages reçus des SAD.

Le dispositif prévoit la mise à disposition :

- d'un extranet permettant au service autonomie à domicile sur la base des données bénéficiaires et des données d'horodatages, un suivi et une gestion en temps réel de ses interventions, la commande d'états statistiques, la génération de fichiers d'interface et la génération de factures ;
- d'une plate-forme téléphonique, pour les services autonomie à domicile, permettant de gérer certains échanges d'information et de répondre aux questions des utilisateurs

Le marché prévoit le développement d'un système automatique d'échange des données de facturation des heures d'aide à domicile effectuées au titre des aides départementales, entre la plateforme de l'opérateur et le logiciel métier de la Ville. Ce système permet de simplifier le traitement et le contrôle des factures par la Ville et donc d'améliorer globalement les conditions de paiement.

Le marché prévoit également la maintenance et l'exploitation du dispositif par l'opérateur.

Enfin, il prévoit les dispositions d'accompagnement à la mise en œuvre de la télétransmission par les services autonomie à domicile, par des actions de formation, de communication et une coordination régulière en phase de développement, mise en œuvre et exploitation du dispositif avec la Ville.

La Ville se charge d'effectuer la déclaration auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) pour le traitement automatisé d'informations nominatives dans le cadre du projet.

La Ville reconnaît que, sauf preuve contraire, les heures de début et de fin d'intervention constatées par appel téléphonique ou flash code valent preuve d'exécution de l'intervention.

Elle se fonde sur les horodatages qui lui sont transmis pour vérifier l'effectivité de l'aide. Elle est toutefois informée des corrections manuelles apportées par le service autonomie à domicile avant facturation. A sa demande, sur les dossiers qu'elle indique, elle se fait apporter toutes les précisions et pièces justificatives de ces corrections.

ARTICLE 1 - Les principes de fonctionnement du dispositif de télétransmission

1. Les modalités d'utilisation du dispositif par le service autonomie à Domicile

1.1. Le principe de l'horodatage

Le service autonomie à domicile utilisera le système de télétransmission de la Ville pour tous les bénéficiaires d'aides départementales. Il devra s'assurer de la compatibilité de son propre système d'horodatage avec le système de télétransmission utilisé par la Ville.

Il fera figurer dans son contrat de prestation avec le bénéficiaire toutes les clauses nécessaires à la mise en œuvre du projet. Il précisera notamment que :

- La signature du contrat vaut autorisation donnée par le bénéficiaire au service autonomie à domicile d'utiliser son téléphone, d'apposer un support à son domicile permettant les horodatages via téléphone portable de l'intervenant, ou tout autre système d'horodatage ;
- Les horodatages enregistrés font foi pour justifier des heures de début et fin d'intervention.

Chaque prestation au domicile du bénéficiaire fera l'objet d'un horodatage en début et en fin d'intervention, sauf cas exceptionnels :

Lorsque :

- Le bénéficiaire refuse l'utilisation de son téléphone ;
- Le bénéficiaire ne dispose pas de téléphone ;
- Le bénéficiaire refuse la pose d'une étiquette NFC ou QR code ;
- Lorsque le bénéficiaire dispose d'un accompagnement régulier et spécifique hors de son domicile avec impossibilité d'horodater
- Pour les périodes d'interventions réalisées auprès d'un bénéficiaire et qui sont intervenues entre la date d'ouverture réelle du droit (APA, PCH ou ASL) et la date de notification si celle-ci est postérieure à la date d'ouverture du droit.
- D'autres cas particuliers peuvent, après accord de l'administration, faire l'objet d'une incompatibilité
-

Ces bénéficiaires sont appelés bénéficiaires en « numéros incompatibles » sur la plateforme de l'opérateur.

1.2. Les bénéficiaires incompatibles

Lorsqu'un client ne dispose pas d'un téléphone, refuse l'utilisation de son téléphone ou la mise en place d'un système d'horodatage mobile :

- Au démarrage de la télétransmission, le service autonomie à domicile transmet en milieu du premier mois, un fichier avec la liste des bénéficiaires en numéros incompatibles pour paramétrage de la plateforme ;
- Au fur et à mesure de l'utilisation du dispositif, le service autonomie à domicile devra, dès qu'il en a connaissance, signaler à la Ville de Paris les nouveaux bénéficiaires en « numéro incompatible », et les paramétrer sur la plateforme, avec le motif « bénéficiaire en numéro incompatible » ;
- Les horaires des interventions des bénéficiaires en numéros incompatibles seront enregistrés tous les mois sur l'extranet de l'opérateur sur la base de la déclaration contresignée par le bénéficiaire (feuille de travail) directement par le service autonomie à domicile ;
- Le service autonomie à domicile conservera à disposition de la Ville les feuilles de travail dans les délais réglementaires.
- Lorsqu'un bénéficiaire dispose d'un accompagnement spécifique justifiant la mise en incompatibilité, le service autonomie à domicile fournira tous les justificatifs nécessaires à l'administration, notamment les détails de plannings et lieux d'intervention si besoin.

Le service autonomie à domicile tiendra à jour un fichier des bénéficiaires en « numéro incompatible » de manière à connaître leur nombre, leur pourcentage par type de prestation et toute donnée utile à la connaissance de ce public. La Ville de Paris suivra les taux de bénéficiaires mis en numéro incompatibles et pourra être amenée à faire des contrôles auprès des usagers pour vérifier la cause de la mise en incompatibilité.

Le SAD s'engage en effet à mettre toute action en œuvre pour en réduire le nombre, notamment en communiquant de manière appropriée auprès des bénéficiaires concernés.

Il effectuera toutes les actions de formation et d'information complémentaires qui s'avèreraient nécessaires pour une appropriation complète de l'horodatage par les intervenants.

2. Les règles de gestion

2.1. Exactitude des heures d'intervention

Les interventions seront facturées en heures et en décimales d'heures (100e).

Les SAD doivent transmettre les horodatages bruts réels (sans modification ni arrondi). Si le SAD opte pour l'arrondi autorisé par la Ville de Paris, il doit également transmettre les temps d'intervention ou horaires modifiés.

L'arrondi autorisé par la Ville est le suivant : arrondi au multiple supérieur de 5 minutes.

Par exemple, une intervention de 94 minutes sera arrondie à 95 minutes, et une intervention de 96 minutes sera arrondie à 100 minutes.

Les interventions arrondies selon cette règle ne seront pas comptabilisées en heures corrigées.

2.2. Les corrections

En cas d'erreur ou d'oubli d'horodatage, l'intervenant le signalera à son employeur dans les plus brefs délais. Celui-ci corrigera dans son outil métier en indiquant l'horaire et le motif de l'absence d'horodatage. Ces données devront être transmises à la plateforme de l'opérateur de télétransmission.

Le service tiendra à disposition de la Ville de Paris la feuille de travail de l'intervenant, horodatée manuellement et contresignée par le bénéficiaire de l'aide.

Un taux maximal de correction de 10% est attendu par la Ville de Paris. Au-delà de ce taux, la Ville de Paris procédera un écrêtement correspondant au dépassement constaté. L'écrêtement observé le mois M sera effectué sur la facture du mois M+1.

Dans l'intervalle entre la validation de la facture et le paiement par la Ville, le SAD peut engager un dialogue avec la Ville afin d'échanger sur les motifs exceptionnels de dépassement du taux de correction.

Par exemple :

Un taux de correction de 15% est constaté sur les interventions de janvier lors de la validation de la facture début février. Ce dépassement constaté sur les interventions de janvier ferait l'objet d'un écrêtement sur le paiement de mars.

La Ville appliquera le taux de correction aux SAD dans un délai maximum d'un an après le passage en télétransmission et au plus tard le 1er avril 2026.

La Ville procédera à un écrêtement de la facture pour les corrections qui iraient au-delà des 10%.

Le taux de correction est calculé selon la formule suivante :

$$\text{Taux de correction} = \frac{\text{Nombre d'heures corrigées ou créées}}{\text{Nombre d'heures réalisées hors incompatibles}} \times 100$$

Seules les heures des interventions au statut ci-dessous ne sont pas comptabilisées dans les heures corrigées :

- Interventions automatiques donc horodatées et non corrigées ou arrondies selon la règle de l'arrondi au multiple supérieur de 5 minutes.
- Interventions auprès de bénéficiaires déclarés incompatibles
- Erreurs couple
- Temps complémentaires

2.3. Gestion des minutes complémentaires

L'utilisation de l'option minutes complémentaires est exclusivement réservée aux cas exceptionnels et de courte durée (cours, accompagnement, démarche, montée des étages, attente de l'ouverture de la porte...).

Dans tous les cas :

- Le service autonomie à domicile fera valider les horaires modifiés par le bénéficiaire pour éviter toute contestation, sauf s'il a fait mention de l'application de ces minutes complémentaires dans son contrat avec le bénéficiaire ;
- En cas de modification sur l'extranet de l'opérateur, le motif de la correction sera systématiquement précisé ;
- Le service autonomie à domicile conservera à disposition de la Ville les justificatifs de correction (feuilles de travail ou autre).

La Ville de Paris suivra le taux des minutes complémentaires et pourra être amené à faire des contrôles auprès des SAD et usagers pour vérifier l'origine de ces minutes complémentaires

2.4. Suspension de l'écrêtement

L'écrêtement peut être suspendu si un taux supérieur à 10% a pour cause des circonstances exceptionnelles empêchant le fonctionnement normal du SAD, telles que mouvements sociaux, problèmes avec l'opérateur de téléphonie ou l'éditeur des systèmes d'information du SAD, problème de dotations en matériels d'horodatage mobile...).

Si un SAD souhaite demander la suspension d'un écrêtement au titre d'un mois M, il devra en informer la Ville de Paris au plus tard le 15 du mois M+1 en justifiant les événements qui auraient rendu difficiles l'enregistrement de l'activité des aides à domicile via les horodatages.

La sous-direction de l'autonomie, au vu des justificatifs fournis, pourra alors suspendre les écrêtements (applicables sur la facture du mois suivant), le temps de la résolution de ces problèmes.

2.5. Mise à jour des données de paramétrage sur la plateforme de télétransmission

A l'initialisation du dispositif, le service autonomie à domicile transmet à l'opérateur l'ensemble de ses données à paramétrer sur la plateforme.

Afin d'assurer le bon fonctionnement du dispositif avec le système informatique métier de la Ville de Paris, et tout au long du marché, le service autonomie à domicile s'engage à signaler préalablement au Ville de Paris tout changement sur la plateforme concernant :

- Ses données administratives (SIRET/SIREN)
- Ses coordonnées ;
- Ses données financières ;
- Son système d'horodatage : le superviseur qu'il a désigné sur la plateforme comme personne référente aura un droit de modification de l'ensemble des autres profils de la structure.

ARTICLE 2 - La facturation des interventions

1. Facturation avec la plateforme de télétransmission

L'émission des factures pour les interventions financées par la Ville est faite à partir de la plateforme de l'opérateur.

Pour la part éventuelle prise en charge par le bénéficiaire et les interventions hors financement de la Ville de Paris, le service autonomie à domicile édite sa facture sur son logiciel métier à partir des données d'intervention remontées depuis la plateforme.

1.1. Facture standard

La facture standard portera sur le paiement des interventions du mois précédent, hors régularisations.

Elle donnera lieu à un flux de facturation de la plateforme de l'opérateur vers l'outil de la Ville (SALSA) :

- La facturation sera mensuelle ;

- Il y aura une facture par type d'aide (APA, APA-U, lien social, PCH, PCH-U, PCH enfant, et pour les associations habilitées, Aide sociale légale à domicile aux personnes âgées et Aide sociale légale à domicile aux personnes handicapées) ;
- La Ville prendra en compte le flux de facturation à réception de la facture du service autonomie à domicile, transmise par voie dématérialisée (logiciel Chorus), conforme en tous points au flux de facturation transmis par l'opérateur à la Ville.

1.2. Factures complémentaires

La Ville acceptera une facture complémentaire par aide et par mois. Les factures complémentaires porteront sur les régularisations :

- Oubli ou correction d'enregistrement pour un bénéficiaire sur un mois déjà facturé ;
- Bénéficiaire non reconnu au moment de la facturation standard ;
- Non prise en compte d'évènement.

Les factures complémentaires seront établies à partir de la plateforme et seront intégrées au flux de facturation. Toute facture complémentaire qui n'est pas établie à partir de la plateforme ne fera pas l'objet d'un flux de facturation envoyé par l'opérateur à la Ville.

2. Règles de gestion :

2.1. Rétroactivité - facturation hors plateforme de télétransmission

Dans le cas où le service autonomie à domicile intervient avant la date de notification de la décision au bénéficiaire, toutes les interventions effectuées en amont du 1er du mois de la notification devront être facturées au bénéficiaire par le service autonomie à domicile.

La Ville remboursera le bénéficiaire ou acquittera directement la facture au prestataire sur la base des justificatifs de la dépense attestée par le service autonomie à domicile, sur la période rétroactive, sous réserve que cette période soit couverte par les dates d'effet de la décision ;

2.2. Dépassement et lissage des plans d'aide

La Ville prendra en charge le paiement des aides à domicile, dans la limite du nombre d'heures du plan d'aide, déduction faite de la participation du bénéficiaire, quel que soit le nombre de jours dans le mois.

a) Lissage des heures d'intervention

Il est possible de lisser les heures réalisées un mois donné au-delà du plan d'aide, sur les 5 mois suivants, dans le cadre d'un plan d'aide APA ou PCH.

Ces heures devront faire l'objet d'une facture SI métier spécifique, hors plateforme de l'opérateur, et être déposées sur le portail Chorus Pro avec les justificatifs nécessaires (fiches de présence signées des bénéficiaires ou justificatifs émanant de la plateforme de télétransmission).

b) Dépassement du plan d'aide

Dans le cas d'un dépassement du plan d'aide, au-delà de la possibilité de lissage pour l'APA et la PCH, le service autonomie à domicile fera son affaire de la facturation complémentaire auprès de l'utilisateur.

2.3. Facturation des interventions annulées par les bénéficiaires

Dans le cas d'annulation d'intervention par le bénéficiaire, sans respect du délai de préavis prévu dans le contrat signé avec le SAD, **l'intervention est à facturer au bénéficiaire.**

3. Procédure relative aux rejets de facture

En cas de rejet de facture, l'opérateur de télétransmission extraira la situation cause du rejet et représentera la facture à l'intégration dans le logiciel métier de la Ville.

Le SAD doit prendre contact avec le service des aides sociales à l'autonomie si le rejet persiste.

4. Présentation des factures :

Le service autonomie à domicile transmettra à la Ville de Paris des factures distinctes par aide :

- APA
- PCH adulte
- PCH enfant
- Heures de liens social

Auxquelles d'ajoutent, pour les SAD habilités à l'aide sociale :

- Aide-ménagère PA
- Aide-ménagère PH

Le SAD devra respecter le modèle de facture développé par la Ville de Paris en lien avec l'opérateur de télétransmission.

4.1. SAD n'adhérant pas au dispositif de dotation annuelle

Les factures validées sur la plateforme de télétransmission doivent être éditées et déposées sur le portail Chorus Pro.

Les factures déposées sur le portail doivent impérativement correspondre au flux de facturation validé par l'outil métier de la Ville de Paris.

4.2. SAD adhérent au dispositif de dotation annuelle

Le SAD respecte la procédure de facturation mensuelle sur la plateforme de télétransmission. En revanche, après validation de la facturation, le SAD ne dépose pas de facture sur le portail Chorus Pro.

La dotation annuelle fait l'objet d'une convention propre à chaque structure ayant demandé à adhérer à ce dispositif, laquelle décrit précisément les modalités de calcul et versement.

ARTICLE 3 - Les actions du service autonomie à domicile sur le retour d'informations à la Ville :

Le service autonomie à domicile transmettra à la Ville tout évènement relatif à :

- Une nouvelle prise en charge de bénéficiaire ;
- Une fin d'intervention définitive chez un bénéficiaire ;
- Toute modification relative à la situation du bénéficiaire (hospitalisation, départ en établissement, départ en vacances, décès, changement d'adresse, autre...) dont le service autonomie à domicile aura connaissance pour mise à jour par la Ville de Paris des données dans son Système d'Information métier (SALSA).

Ces informations sont indispensables au bon fonctionnement du dispositif, notamment pour permettre au service autonomie à domicile d'accéder aux plans d'aide de ses bénéficiaires et pour permettre la facturation et le paiement des prestations par la Ville au service autonomie à domicile. Le SAD communique ces informations via le [formulaire de contact dédié \(adresse : https://sollicitations-aidesociale.paris.fr\)](https://sollicitations-aidesociale.paris.fr).

ARTICLE 4 - Suivi du dispositif

Chaque mois, l'opérateur met à disposition du service autonomie à domicile et de la Ville de Paris les données permettant de réaliser un bilan portant sur :

- Le nombre de bénéficiaires total APA, PCH, ASL, et le nombre d'heures attribuées ;
- Le nombre de bénéficiaires actifs APA, PCH et ASL et le nombre d'heures attribuées et réalisées ;
- Le nombre de bénéficiaires incompatibles (refusant l'horodatage ou sans téléphone), son évolution ;
- Le nombre d'évènements survenus dans le mois ;
- Le calcul du taux de correction, son évolution ;
- Le nombre de rejets de factures par motif et leur analyse ;
- Les statistiques du centre relations client de l'opérateur relatives aux appels téléphoniques, courriers et mail concernant le service autonomie à domicile.

L'objectif de la Ville est de disposer d'un suivi qualitatif du fonctionnement de la télétransmission, permettant de tracer une évolution.

En cas de besoin, des réunions de coordination régulières seront mises en place pour assurer le suivi du dispositif entre l'opérateur, la Ville et les services autonomie à domicile concernés par le dispositif.

ARTICLE 5 - Information des usagers

Dans un souci d'efficacité, l'information des usagers est assurée par le Service d'Autonomie à Domicile.

La Ville de Paris met à disposition du SAD un courrier à transmettre aux bénéficiaires. Ce courrier a pour objectif d'expliquer en quoi la télétransmission simplifie le paiement de leurs prestations par les bénéficiaires, et quelles sont leurs obligations envers le SAD, notamment :

- Permettre l'horodatage des intervenants,
- En cas d'annulation hors délais contractuels avec le SAD, d'intervention écourtée, payer intégralement la facture due

ARTICLE 6 - Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)

Le Règlement Général sur la Protection des Données est un texte réglementaire européen qui encadre le traitement des données de manière égalitaire sur tout le territoire de l'Union Européenne. Il est entré en application le 25 mai 2018. Le RGPD s'inscrit dans la continuité de la Loi française Informatique et Libertés de 1978 établissant des règles sur la collecte et l'utilisation des données sur le territoire français. Il a été conçu autour de 3 objectifs :

- Renforcer les droits des personnes (droit à être informé des traitements qui sont faits sur vos données à caractère personnel, le droit de les rectifier, le droit de limiter les traitements effectués et le droit de demander leur effacement)
- Responsabiliser les acteurs traitant des données (devoir de protéger les données à caractère personnel des personnes concernées)
- Crédibiliser la régulation grâce à une coopération renforcée entre les autorités de protection des données.

Une donnée personnelle est décrite par la CNIL comme « toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable », soit toutes les données qui concernent une personne physique (par opposition à une personne morale), auxquelles s'ajoutent les données sensibles sur l'état de santé de la personne. Il existe 2 types d'identifications :

- Identification directe (nom, prénom etc.)
- Identification indirecte (identifiant, numéro etc.).

Lorsqu'une opération ou un ensemble d'opérations portant sur des données personnelles sont effectuées, on considère qu'il s'agit de traitement de données personnelles. Un "traitement" est toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction (par exemple la tenue d'un fichier clients, la collecte de coordonnées...).

Dans le cadre de la mise en application du RGPD, les utilisateurs doivent s'engager à respecter la confidentialité et l'intégrité des données, et à ne traiter de données à caractère personnel que sur instruction du Responsable du traitement.

Les acteurs du RGPD sont :

- Le Responsable du traitement : organisme détermine les finalités et les moyens du traitement, en général l'éditeur du site ou de l'application ;

- Le Sous-traitant : organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du Responsable du traitement ;
- L'Autorité de contrôle : autorité publique indépendante chargée de surveiller l'application du RGPD.

Une "violation de données à caractère personnel" est une violation de la sécurité, entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

En cas de violation de données à caractère personnel, vous devez en informer le Responsable du traitement, qui la notifie à l'autorité de contrôle dans les meilleurs délais (72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance).

Les violations des dispositions font l'objet d'amendes administratives.

Pour plus d'information sur le RGPD :

<https://www.cnil.fr/fr/comprendre-le-reglement-europeen>

<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees/chapitre8#Article83>

Titre 10. l'accueil de jour « Alzheimer »

Chapitre 1. Nature de l'aide

- Liste des structures d'accueil de jour Alzheimer conventionnées avec le département de Paris

Nom de l'Établissement	Adresse de l'Établissement	Arrondissement parisien
Alice Guy	10, rue de Colmar	75019
Casa Paris 17	51, avenue de Saint Ouen	75017
Casa Paris 18	5/7, rue Tristan Tzara	75018
Casa Paris 19	64-74, rue du Général Brunet	75019
Docteur Jean Colin	49, avenue Théophile Gautier	75016
Edith Kremsdorf	16, rue du Pont aux Choux	75003
Espace Jeanne Garnier	55, rue de Lourmel	75015
Francs Bourgeois	29 ter, rue des Francs Bourgeois	75004
Geneviève Laroque	8-12, rue Tour des Dames	75009
Joseph Weil	30 bis, rue Santerre	75012
L'Etimoë	29, rue de Fontarabie	75020
La Vie en Mauve	10,12 rue Annie Girardot	75013
Les Balkans	26, rue des Balkans/ 1 Allée Alquier-Debrousse	75020
Les Portes du Sud	28, avenue de la porte D'Ivry	75013
Madeleine Meyer	14/18, rue mère Marie Skobtsov	75015
Marie de Miribel	7-9, rue de l'Asile Popincourt	75011
Mémoire +	127, rue Falguière - Hall A2	75015
Notre Dame de Bon Secours	68, rue des Plantes	75014
Saint Germain	17, rue du Four	75006
Villa Rubens	9, rue de la Santé	75013

Chapitre 2. Conditions de participation aux frais de fonctionnement des centres parisiens d'accueil de jour

- Barème de participation aux frais d'accueil de jour Alzheimer
Actualisation au 1er janvier 2025

1- Pour les jours de semaine et le samedi

	*Montant de l'impôt sur le revenu soumis au barème (ligne 14 de l'avis d'imposition) sur le revenu	Coût réel / jour	Coût supporté par l'utilisateur	Différence (= participation Départementale)
Tranche 1*	Supérieur à 2 028 €	74,56 €	74,56 €	0,00 €
Tranche 2	De 992 à 2 028 €	74,56 €	41,36 €	33,20 €
Tranche 3	De 351 et 992 €	74,56 €	29,88 €	44,68 €
Tranche 4	Inférieur à 351 €	74,56 €	19,11 €	55,45 €

2- Pour les ouvertures le dimanche

	*Montant de l'impôt sur le revenu soumis au barème (ligne 14 de l'avis d'imposition)	Coût réel	Prix à la charge de l'utilisateur	Différence (= participation Départementale)
Tranche 1*	Supérieur à 2 028 €	120,49 €	98,28 €	22,21 €
Tranche 2	de 992 à 2 028 €	120,49 €	54,12 €	66,37 €
Tranche 3	de 351 à 991 €	120,49 €	38,96 €	81,53 €
Tranche 4	inférieur à 351 €	120,49 €	24,75 €	95,74 €

3- Pour une demi-journée de fréquentation les jours de semaine et le samedi ainsi que pour les prestations en distanciel ou à domicile

	*Montant de l'impôt sur le revenu soumis au barème (ligne 14 de l'avis d'imposition)	Coût réel	Prix à la charge de l'utilisateur	Différence (= participation Départementale)
Tranche 1*	Supérieur à 2 028 €	37,28 €	37,28 €	0,00 €
Tranche 2	de 992 à 2 028 €	37,28 €	20,68 €	16,60 €
Tranche 3	de 351 à 991 €	37,28 €	14,94 €	22,34 €
Tranche 4	inférieur à 351 €	37,28 €	9,56 €	27,72 €

Le tarif plein sera appliqué aux ressortissants des autres départements quelles que soient leurs ressources.

Titre 11. La mesure d'accompagnement social personnalisé (MASP) et la mesure d'accompagnement judiciaire (MAJ)

Chapitre 1. Définition de la MASP

- Associations auxquelles le département de Paris a délégué la mise en œuvre de la MASP
 - L'association APASO, dont le siège se situe au 6 rue Decain – 75014 PARIS, intervient sur les 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 12, 13, 14, 15, et 20èmes arrondissements,
 - L'association MASP FALRET ITINERAIRES, dont le siège se situe au 49 rue Rouelle – 75015 PARIS, intervient sur les 8, 9, 10, 11, 16, 17, 18 et 19èmes arrondissements.